

Aulnay-sous-Bois, le 22 mai 2026

## **AEPC, LA VILLE REFLECHIT, LA CFTC AGIT.**

Nos collègues méritent d'être informés. Vraiment informés. Pas par une note de service glissée en bas d'un tableau de bord budgétaire, ni par une photo sur un tract, mais clairement, honnêtement.

### **Ce que nous savons et ce que nous voulons que vous sachiez**

Nous avons questionné le Maire sur les « bruits » concernant l'AEPC, cette association qui accompagne les agents au quotidien, avec ses petites et grandes attentions, ses solidarités discrètes, sa proximité humaine.

Le Maire nous a répondu par courrier. On vous résume ce qu'il dit : en 2026, la subvention à l'AEPC atteint 215 000 €, dont une prise en charge des charges de personnel. À fin 2025, le budget global était de 321 000 €, avec un reliquat de 95 553 €. La Ville réfléchit à une "offre alternative", notamment en évoquant le CNAS. C'est là que ça devient intéressant. Ou inquiétant. Selon le côté de la table où l'on se trouve.

### **La question que personne ne pose encore, mais que nous posons**

Les agents affectés à l'AEPC. Ces collègues. Ces êtres humains avec un poste, une mission, une vie professionnelle construite autour de cette structure. **Que vont-ils devenir si la réflexion aboutit sur un changement de dispositif ?**

Ce n'est pas une question rhétorique. C'est une question réelle, concrète, qui mérite une réponse réelle et concrète. On ne déplace pas des gens comme on déplace des cases dans un fichier Excel. Nos collègues ne sont pas des variables d'ajustement budgétaire. Ils ont des compétences, des engagements, des droits. La CFTC demande que leur avenir soit pleinement intégré à toute réflexion sur l'évolution du dispositif.

### **Sur le CNAS et l'offre alternative : soyons directs**

La Ville dit "réfléchir". On en prend acte. Mais entre nous et avec l'ironie bienveillante qu'on se permet, quand une collectivité rédige un courrier aussi précis sur les montants, les dispositifs alternatifs et les comparaisons avec d'autres structures... la réflexion est souvent déjà bien avancée.

On saluera la formulation : la Ville "travaille sur une offre alternative". Belle expression. On attend maintenant de voir la concertation sociale avant que l'alternative soit déjà signée, scellée et présentée comme une évidence incontournable.

Nous demandons :

- Une information claire et transparente sur les options envisagées
- Une concertation avec notre organisation syndicale avant toute décision
- Une présentation comparative honnête : AEPC vs CNAS, avantages et limites

### **La proximité, ça ne se délocalise pas**

L'AEPC, c'est un guichet humain. Un interlocuteur local. Quelqu'un à qui l'on peut parler, à qui l'on peut demander un service avec un visage en face de soi.

Le CNAS, c'est sérieux. Respectable. Efficace, même. Mais c'est aussi un dispositif national, avec ses catalogues, ses formulaires en ligne, ses délais.

Notre demande est simple : si la Ville change de dispositif, qu'elle garantisse le maintien d'un guichet physique de proximité pour les agents, afin d'accompagner les collègues qui ne sont pas à l'aise avec un portail web. On demande un vrai lieu, une vraie personne. Ce n'est pas un luxe. C'est du respect.

### **Noël, les enfants et les valeurs qu'on ne négocie pas**

Parlons de ce qui touche nos familles.

Aujourd'hui, les enfants du personnel communal viennent chercher leurs cadeaux de Noël à Chanteloup. C'est une tradition. Une vraie. Le genre de moment que les enfants n'oublient pas, et que les parents non plus.

Nous demandons solennellement :

- Que cette tradition de fête pour les enfants soit préservée, quel que soit le dispositif retenu
- Qu'un bon d'achat Noël pour les enfants des agents soit offert par la ville

La CFTC sait travailler intelligemment. Nous ne sommes pas là pour bloquer les évolutions ou réflexion de la ville. Mais nous sommes là pour que ces évolutions se fassent avec les agents, pas sur leur dos.

Informé, c'est la base. Consulter, c'est le minimum. Respecter les collègues affectés à l'AEPC, les agents et les familles qui en bénéficient, c'est ce qu'on appelle le dialogue social.

Et non pas un dialogue entre une commission budgétaire, un fichier Excel, une lettre envoyée et un silence gardé.

**On continuera à poser les questions qui dérangent. À défendre ce qui compte. Et à ne rien lâcher.**

**C'est notre rôle. C'est notre engagement. Et ça, aucune réorganisation budgétaire ne peut l'effacer.**